



Motion de congrès du SNJ-CGT

Solidarité avec les journalistes palestiniens

Le Syndicat des journalistes palestiniens (PJS) a lancé un appel auprès du Conseil des Droits de l'Homme de l'Onu pour la constitution d'une commission d'enquête sur les crimes commis contre les journalistes palestiniens en Cisjordanie et à Jérusalem-Est et pour condamner les attaques contre les médias.

Lors des événements de mai dernier, entre le 6 et 29 mai, les forces israéliennes ont bombardé et détruit trois buildings abritant 33 médias à Gaza.

Dans l'impunité totale, des dizaines de journalistes palestiniens ont été arrêtés et soumis à des violences policières, les services internet ont été bloqués, victimes d'actes de censure pour empêcher la couverture des événements et de la répression en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Les médias sociaux ont été coupés.

Le Conseil des Droits de l'Homme a répondu favorablement et décidé de créer une commission d'enquête sur les violations présumées des droits de l'Homme en Israël, à Jérusalem-Est et dans les Territoires occupés.

La FIJ, par la voix de son secrétaire général Anthony Bellanger, a condamné ces « violations » par Israël de « ses obligations internationales ». Il a ajouté que « la résolution 1738 du Conseil de sécurité des Nations unies exige spécifiquement que les Etats protègent les journalistes et leur personnel d'appui travaillant dans des environnements de conflit. Ce ciblage scandaleux des médias doit cesser ».

Le SNJ-CGT, réuni en congrès à Lille du 14 au 16 juin 2021, apporte sa totale solidarité avec ses confrères palestiniens confrontés à une répression incessante des autorités israéliennes, les empêchant d'effectuer leur travail.

La Commission d'enquête de l'Onu aidera à faire la lumière sur les graves atteintes à la liberté de la presse et à mettre un terme à l'impunité des auteurs des violations du droit des journalistes à couvrir les événements.

Lille, le 16 juin 2021.